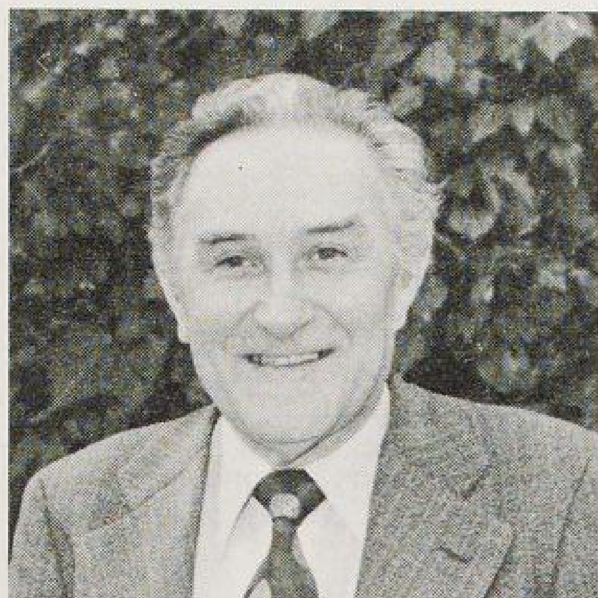


Gilbert MATHIEU

Candidat MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Nos objectifs d' ***ACTIONS***
pour les ***LIBERTÉS***
et le ***PROGRÈS***

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Un choix décisif pour la France s'ouvre devant nous. Il ne s'agit pas seulement d'élire une nouvelle Assemblée mais de choisir pour nos enfants et pour nous une certaine forme de société en même temps qu'un idéal d'action.

D'un côté, les marchands d'illusions collectivistes, socialistes et communistes font miroiter l'irréalisable. Leurs montagnes de promesses sont aussi fallacieuses que contradictoires : ils veulent relancer l'activité mais en même temps aggraver les coûts de production, augmenter la dépense sans accroître les impôts. Ils croient préserver les libertés au moment où ils veulent enserrer l'économie dans les contraintes d'une planification autoritaire.

Les Français ne doivent pas s'y tromper : c'est un chèque en blanc que leur demande l'opposition. Ses divisions éclatantes d'aujourd'hui annoncent son impuissance de demain et les déchirements auxquels elle conduirait notre peuple.

L'autre alternative, celle que je vous propose, c'est une société de progrès, une démocratie libérale et pluraliste, en un mot un régime qui corresponde aux aspirations de la masse des Français :

D'ABORD PROTÉGER LES FRANÇAIS & GARANTIR LEURS DROITS

Renforcer les droits des citoyens face à la toute puissance de l'Administration.

Développer les pouvoirs des collectivités locales, faire bénéficier les communes d'ici 1981 de la totalité du remboursement de la T.V.A. payée sur leurs équipements ; faire progresser leurs ressources parallèlement à celles que produit la T.V.A.

Accroître la sécurité des Français. Renforcer les différents corps qui veillent à la paix publique. Leur donner pour mission première de prévenir la délinquance.

POURSUIVRE LE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La France ne peut se développer qu'en restant ouverte sur l'Europe et sur le monde. Elle ne peut accepter de se « mettre en congé » du Marché Commun, comme le voudrait une certaine gauche.

Pour réactiver notre économie, il faut :

- réaliser une pause des charges sociales et fiscales ;
- revenir à la vérité et à la stabilité des prix ;
- faire participer les P.M.E. et l'artisanat à la modernisation de notre appareil productif ;
- en un mot développer notre activité économique au service de l'emploi.

Pour GARANTIR l'AVENIR de notre AGRICULTURE il importe de lui assurer :

- **l'expansion** en faisant porter l'effort sur l'innovation technologique et l'encouragement à l'exportation par la suppression progressive des entraves introduites par les montants compensatoires monétaires ;
- **la liberté** indispensable pour conserver à l'exploitation familiale sa place prépondérante. Une des conditions du maintien de cette liberté repose sur le vote urgent d'une loi-cadre qui permette aux producteurs de résoudre les problèmes de financement et d'investissement auxquels ils sont confrontés.
- **la solidarité,** afin de compenser les handicaps dont souffrent certains secteurs et d'améliorer les conditions d'existence des agriculteurs, spécialement des femmes d'exploitants dont le statut est en cours d'élaboration.

Pour mieux DEFENDRE LES RURAUX, INTENSIFIER la POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Les zones rurales et plus généralement les villes moyennes et petites bénéficieront d'une priorité absolue pour l'implantation d'activités nouvelles ou à décentraliser.

- Les services publics existants seront maintenus dans nos campagnes.
- Les contrats de pays seront développés.
- Le nombre des téléphones sera doublé en 5 ans.

METTRE LA SOLIDARITE AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

Maintenir le niveau de vie et augmenter les revenus les plus modestes. Le S.M.I.C. progressera plus rapidement que la moyenne des salaires, en vue de poursuivre le mouvement de réduction des inégalités.

Aider les familles et plus particulièrement les familles nombreuses par une progression du pouvoir d'achat des allocations familiales.

A compétence égale, réaliser un nivellement des salaires masculins et féminins.

Mieux protéger les femmes contre les conséquences du veuvage et du divorce. D'une façon générale faciliter l'emploi à temps partiel.

Renforcer la solidarité en faveur des personnes âgées.

Harmoniser les différents régimes d'aide aux personnes privées d'emploi et les rendre plus incitatifs à la reprise de l'activité.

ELEVER LA QUALITE DE LA VIE

Appliquer la Charte Nationale préconisée par le Président de la République.

Protéger l'environnement, sauvegarder le patrimoine naturel, lutter contre les pollutions et les nuisances, mieux aider les associations sportives, en un mot contribuer à rendre la vie de chacun plus riche, plus intéressante et plus digne d'être vécue.

***

Apparemment divisés, les Français sont d'accord sur l'essentiel : conserver les institutions qui nous ont valu la stabilité, défendre toutes les libertés (liberté d'expression, liberté d'entreprendre, liberté de l'enseignement).

L'indépendance politique à laquelle nous tenons ne doit pas signifier l'isolement. Une solidarité européenne accrue s'impose notamment pour assurer une politique communautaire de l'énergie et arriver à l'unité monétaire.

La France d'aujourd'hui, si elle dispose d'incontestables atouts, doit cependant faire face à trois dangers : le bouleversement de l'équilibre mondial, l'anonymat et l'irresponsabilité des sociétés de masse, l'exaspération des divisions entre Français.

LE CHOIX DE LA FACILITE CONDUIRAIT A LA DEPENDANCE VIS-A-VIS DE L'EXTERIEUR, A LA BUREAUCRATIE ET A L'APPAUVRISSEMENT INTERIEUR ET, POUR NOTRE PEUPLE, AU DECHIREMENT ET AU DECLIN.

IL FAUT PAR UN AUTRE CHOIX PARER A CES MENACES :

- CHOISIR LA VERITE DANS LA CONDUITE DE NOTRE ECONOMIE.
- LA LIBERTE DANS L'APPROFONDISSEMENT DE NOTRE DEMOCRATIE.
- L'UNITE DANS LA JUSTICE QUI SEULE NOUS PERMETTRA D'ASSUMER NOTRE DESTIN.

Gilbert MATHIEU

Conseiller Général
Maire de Vitteaux
Député sortant



Remplaçant éventuel :

Maurice DABÉ

Maire de Sainte-Colombe-sur-Seine

IMP. BORDOT - 21140 SEMUR